

**XVI° CONFERENCE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE DU
RESEAU PGV, PRAGUE, 9-10 SEPTEMBRE 2010**

TITRE

La crise mondiale et les perspectives de reprise des économies européennes

ETABLISSEMENTS ORGANISATEURS

- Le Réseau des Pays du Groupe de Vysegrad (PGV)
- L'Institut Franco-Tchèque de Gestion de l'Université Economique de Prague
- La Faculté de Relations Internationales de l'Université Economique de Prague
- L'Université Pierre Mendès France de Grenoble

Avec la participation de l'Université Matej Bel de Banska Bystrica

Conférence organisée à l'occasion des 20 ans de l'Institut Franco-Tchèque de Gestion

Dans le cadre du projet de recherche de la Faculté de Relations Internationales: *La gouvernance dans le contexte des sociétés et de l'économie globalisée*

COMITE D'ORGANISATION

France

Claude Martin, Président du Réseau PGV, Directeur du GREG
GREG-IUT 2, Place Doyen Gosse, 38 031 Grenoble Cedex France
tél. (33) 04.76.28.45.89

Claude.Martin@iut2.upmf-grenoble.fr

République Tchèque

Ludmila Sterbova,
Maître de Conférences, Directrice du Programme *International Business* à
l'Université Economique de Prague
sterbovl@vse.cz

OBJECTIFS DE LA CONFERENCE

La crise que le monde connaît depuis 2008 est présentée, le plus souvent, comme une crise financière mais, à travers ses aspects bancaires et boursiers, c'est bien à une crise globale que nous assistons, une crise du capitalisme avec ses formes de régulation des systèmes de production, une crise de gouvernance, une crise que l'on n'a pas su prévoir. La propagation des chocs, la concentration des risques dans des établissements financiers très endettés a transformé un problème d'endettement excessif en problème global. Le risque particulier est devenu risque systémique. Afin de participer à l'élaboration des cadres socio-économiques et politiques pour l'Europe de l'après-crise, le réseau PGV s'interroge sur les conséquences de la crise mondiale et, plus généralement, sur l'émergence de nouvelles formes de régulation systémique. L'idée même d'une sortie de crise un peu anticipée s'est installée dans les esprits sans effacer une sorte de malaise et d'incertitude face à un système financier toujours autant déconnecté de l'économie réelle. Selon que l'on porte son attention sur les marchés financiers, les entreprises, les secteurs d'activité ou les groupes sociaux touchés par les effets de la crise, les diagnostics sont contrastés. Les réponses également. Pour les grandes entreprises, la crise du financement s'éloigne. Ce n'est pas le cas pour les PME. Les marchés financiers et leurs acteurs sont discrédités par les commentateurs, tandis que se pose la question des nationalisations et de la constitution d'énormes ensembles financiers où financement de l'économie et activités de spéculations sont toujours dangereusement mêlés. Les opinions publiques européennes craignent une distorsion entre les discours gouvernementaux dont la grille de lecture s'appuie sur les remèdes envisageables, et leurs propres perceptions, surtout si la progression du chômage s'accompagne d'un retour à l'inflation, fait resurgir la question du pouvoir d'achat et celle du rôle de la consommation – mais quelle consommation?- comme moteur de la croissance à venir.

L'incertitude et, parfois l'angoisse générée par le dogme de la libre concurrence règnent dans les grands secteurs d'activité et font resurgir les interrogations sur les conséquences écologiques. Les réponses à la crise sont aussi contrastées que les constats. Les actions en faveur du commerce international ont eu du mal à se mettre en place et les plans de relance, loin d'être coordonnés, ont cherché à protéger des secteurs ou des entreprises nationales. Les mesures de soutien au pouvoir d'achat et les transferts sociaux ont été plus rapidement mis en œuvre que les dépenses d'infrastructure. L'objectif de ces dépenses était de faire sortir l'économie de la récession. La crise et les destructions d'emploi incitent les gouvernements à protéger leurs entreprises et leurs secteurs en difficulté, mais la mobilisation sociale ne s'accorde pas nécessairement sur les options prises par les pouvoirs publics. Pour atteindre un système économique plus juste, il faut revoir les frontières entre gouvernance d'entreprise, actionnaires et salariés. Une vision moderne de l'entreprise n'est-elle pas de protéger tous les acteurs contre l'individualisme, la recherche du profit maximum et la destruction des emplois ? Le modèle coopératif revient sur le devant de la scène comme alternative aux dérives capitalistes. La crise a montré qu'il fallait restaurer la mission historique du management.

AXES DE REFLEXION

Thème 1. Gouvernance et collaboration internationale: nouveaux aspects des relations économiques et politiques

Au-delà des réglementations des marchés boursiers, c'est l'ensemble des systèmes de gouvernance qui doit être au cœur des débats. Repenser les systèmes de régulation internationaux suppose que les autorités nationales prennent en compte les risques systémiques. Cela implique d'améliorer le dialogue entre les autorités nationales et renforcer les coopérations en Europe. Sur les marchés financiers où la spéculation fait varier

simultanément tous les prix dans le même sens, seules des interventions énergiques et cohérentes menées par des gouvernements conscients des risques encourus peuvent rendre leur efficacité aux marchés des biens, des services et des produits financiers. Or, le principe d'un superviseur européen souhaité par les grandes banques suscite déjà des oppositions. Une coopération des instances nationales et internationales est-elle en mesure d'agir sur les marchés financiers mondialisés ?

Thème 2. L'Union Européenne et les Etats membres: les réponses spécifiques à la crise et leurs éventuelles conséquences

L'Europe hésite. Elle hésite devant un monde agricole désemparé. Les agriculteurs se sentent abandonnés par leur gouvernement et par l'Union européenne alors qu'ils remplissent la tâche essentielle de nourrir leurs concitoyens. La libre concurrence, objet d'inquiétude parmi les nouveaux Etats membres bien avant leur adhésion à l'UE, fait craindre la disparition du secteur. Dans le domaine des transports, la réglementation européenne ne permettra pas le maintien des monopoles. En octobre 2007, les ministres des Etats de l'UE ont imposé une mise en concurrence des contrats de transport de voyageurs conclus par les régions. Dans le secteur automobile, la crise financière qui s'est déclarée en 2008 a plongé les constructeurs dans un marasme sans précédent. Aucun constructeur n'a été épargné. Un an plus tard, tous les constructeurs estiment que le pire est passé. Mais il faudra des années avant de retrouver les volumes de vente de 2007. Les restructurations aggravent les inégalités territoriales. Pour éviter les faillites, les gouvernements ont dû mettre en place des plans de soutien. Désormais, l'industrie automobile s'interroge sur l'après-crise. Les dysfonctionnements responsables de la crise ont bien été identifiés aux G20 de Londres et de Pittsburgh, de même que les moyens de les corriger. Si l'accord se fait sur l'élimination des paradis fiscaux ou sur la hausse des fonds propres des

établissements financiers, leur application est incertaine. D'autres sujets (bonus, fonds spéculatifs, normes comptables...) divisent les gouvernements. L'Europe serait-elle prête à abandonner son modèle social, territorial et environnemental au nom de la libre concurrence ?

Thème 3. Comment surmonter la crise et comment renforcer la compétitivité globale: compétitivité des territoires d'une part et enjeux de la formation au management des entreprises d'autre part.

La crise atteint tous les territoires mais avec des impacts différenciés et des réponses qui dépendent de la gouvernance territoriale et des régions dans les différents pays d'Europe. Un développement endogène protège mieux qu'un développement extraverti et les politiques régionales d'innovation ou de soutien aux petites entreprises par exemple sont souvent plus précises et pertinentes que des politiques trop globalisantes. Il convient en tout cas de l'étudier. La crise n'est pas seulement celle de l'économie, mais aussi celle de l'attitude des entreprises et des institutions de formation. C'est autour de l'entreprise et, notamment, des cadres, de leur attitude à l'égard du changement organisationnel et de la remise en cause de leur formation que se décidera la sortie de crise. Les écoles souffrent des mêmes symptômes que les entreprises. Les objectifs d'accréditation favorisent l'acquisition d'outils et la spécialisation des enseignements, ce qui restreint l'ouverture d'esprit des étudiants, leur curiosité et leurs questionnements. La crise a montré qu'il fallait restaurer la mission historique du management, mieux protéger le management des dérives de l'actionnariat pour voir émerger des stratégies innovantes à long terme. La réforme du capitalisme mondial passe par la reconnaissance de l'entreprise comme une institution à part entière qui dispose de droits et d'obligations qui transcendent ceux des parties prenantes.